Le Journal Étudiant De L'Université Du Québec À Montréal | www.montrealcampus.ca Vol. XXXVIII | No.1 | 5 Septembre 2017

MONTRÉAL CAMPUS

COURSE AU RECTORAT

FAUX DÉPART ET DÉSISTEMENT

UQAM P3

ON SEXPLIQUE ÇA

L'initiative de deux étudiantes en sexologie de l'UQAM pour mieux informer les jeunes SOCIÉTÉ P5

VOIR SANS ENTENDRE

Transmettre la culture par la langue des signes québécoise CULTURE P8

ÉDITORIAL

PLAIDOYER POUR L'ENVERGURE

LAURENCE GODCHARLES

À l'aube de la rentrée, il paraît presque cliché que le *Montréal Campus* expose à ses lecteurs sa situation financière insoutenable. La chute draconienne des revenus publicitaires dans les journaux papier a été décriée non seulement par nos prédécesseurs, mais également par la quasi-entièreté des médias journalistiques imprimés du Québec. Il n'en demeure pas moins que notre planche de salut se dépose aujourd'hui entre vos mains.

Au cours des dernières années, chacune des équipes nouvellement élues à la tête du *Campus* a été forcée de revoir rapidement ses ambitions à la baisse. Après avoir coupé dans le gras, elle doit maintenant gruger dans l'os.

Le *Montréal Campus* s'obstine à dénicher les meilleures solutions de rechange pour contourner ses contraintes financières. Au moment d'écrire ces lignes, il atteint cependant un point de non-retour : il ne peut plus espérer couper sans que la qualité de sa couverture soit touchée.

À l'instar des journaux étudiants des universités Concordia, McGill, Laval, Sherbrooke et de Montréal, le journal étudiant indépendant de l'UQAM devra compter sur la participation de la communauté étudiante pour assurer sa survie.

Dans les prochaines semaines, les membres de l'équipe 2017-2018 parcourront les assemblées générales facultaires afin d'entendre votre avis sur leur plus récent projet de financement.

Malgré la jeunesse de la nouvelle équipe, aucune raison n'est valable pour qu'elle répète les erreurs du passé. Elle a, à ce jour, bon espoir que sa proposition répond aux interrogations qui sont demeurées inassouvies au moment de ses dernières démarches.

Grâce à son recul, le *Montréal Campus* estime qu'il aurait pu éviter des tentatives avortées en allant à la rencontre des étudiants avec une initiative plus solide et inclusive à la main.

Lors du 35e anniversaire du *Campus*, en 2015, le projet fait naufrage. Sous une même entité, la radio Web de l'UQAM, CHOQ.ca, l'agence créative SeizeNeuf.tv et le *Montréal Campus* demandent aux étudiants de se positionner sur une augmentation de la cotisation automatique non obligatoire (CANO). Le résultat est plus que déconcertant.

Pourtant, tout comme CHOQ.ca, le Comité au soutien aux parents étudiants (CSPE-UQAM) et le Groupe de recherche d'intérêt public de l'UQAM (GRIP-UQAM), le *Montréal Campus* est convaincu que sa mission répond aux critères pour l'obtention d'une CANO, déterminés par les Services à la vie étudiante de l'Université (SVE).

«Il doit démontrer qu'il suscite un intérêt communautaire suffisant pour justifier la participation de l'ensemble des étudiants à son financement, et que, sans cette CANO, le groupe n'a pas accès aux ressources financières nécessaires pour assurer la pleine réalisation de ses mandats.», peut-on lire sur le site Web des SVE.

Encore faut-il préalablement que le journal obtienne la reconnaissance d'un groupe d'envergure, ce qui requiert une consultation en bonne due forme avec chacune des associations facultaires. C'est précisément ce que nous comptons faire.

Depuis 1980, le *Montréal Campus* assure un contre-pouvoir essentiel à l'Université, en mettant sur la sellette ses instances. Certaines de ses exclusivités, telles que l'octroi d'un contrat de 50 millions pour le Groupe de sécurité Garda en 2016 ou le dossier sur les expulsions étudiantes la même année, ont suscité des débats bien au-delà du campus.

Le travail rigoureux des collaborateurs et des collaboratrices a d'ailleurs été souligné par *Le Devoir* de la presse étudiante qui a, au printemps dernier, décerné au *Montréal Campus* le titre de meilleur journal universitaire francophone du Québec.

La participation financière des étudiants assur la continuation de sa mission, axée principalement sur l'apprentissage des métiers d'un média de presse. Au-delà de tout, il préserverait son rôle essentiel de chien de garde à notre institution d'enseignement.

Le journal-école n'est pas au service de l'École des médias. Au contraire, le *Montréal Campus,* en plus de compter parmi ses collaborateurs des étudiants d'une multitude de facultés, s'adresse à l'ensemble de la communauté uqamienne.

La perception d'un montant minime à même la facture étudiante permettrait même d'élargir sa portée avec, entre autres, la mise en place de stages rémunérés dans différents programmes.

Laissez-nous l'occasion de vous présenter notre projet inclusif.

Au plaisir de vous rencontrer ❖

Rédactrice en chef : Laurence Godcharles | **Directrice de l'information:** Laurence Vachon | **Chefs pupitres UQAM** : Isabelle Grignon-Francke | **Société** : Maude Petel-Légaré **Culture** : Luca Max | **Adjoints aux pupitres UQAM** : Laurent Lavoie | **Société** : Camille Payant | **Culture** : Gabriel Bernier | **Directeur artistique** : Martin Ouellet | **Médias sociaux :** Catherine Legault | **Conception graphique** : Fernando Calderón | **Impression** : Hebdo Litho | **Illustrations** : Vincent Lapointe (page éditoriale), Xiadanni Calderón (en-têtes) | **Collaborateurs** : Mòrag Bélisle, Audrey-Anne Blais, Thomas Dufour, Olivier Faucher, Naomie Gelper et Gabrielle Morin-Lefebvre

Prière de recycler ce papier journal

VOL. XXXVIII | NO.1 | 5 SEPTEMBRE 2017

PUBLICITÉ :
Accès média : 514.524.1182
info@accemedia.com
Dépot légal : Bibliothèque nationale du Québec- Bibliothèque nationale du Canada

est publié par les Éditions Montréal Campus inc.
CP. 8888 succ. Centre-Ville,
Montréal (QC) H3C 3P8
Téléphone : 514.987.7018

Suivez Montréal Campus sur le web
www.montrealcampus.ca
Courriel**: redaction@montrealcampus.ca**

COURSE AU RECTORAT

L'UQAM sans visage

Le processus rectoral reprendra de nouveau à la suite de l'annonce du comité de sélection

THOMAS DUFOUR

La communauté uqamienne entamera l'année scolaire sans nouveau candidat élu au poste de recteur. Alors que Luc-Alain Giraldeau vient de se retirer de la course, Corinne Gendron est pour l'instant la seule à avoir manifesté un intérêt pour le poste de rectrice. Retour sur une course au rectorat qui se prolonge cet automne avec la réouverture de l'appel de candidatures.

C'est au terme de deux consultations auprès de la communauté universitaire que la présidente du Comité de sélection, Lise Bissonnette, a déclaré sur le site d'Actualités UQAM *« qu'aucune des personnes candidates ne pouvait compter, jusqu'à maintenant, sur le degré de ralliement nécessaire à une nomination au rectorat de l'UQAM »*.

Les deux candidats toujours en lice lors du vote du second tour étaient Luc-Alain Giraldeau, doyen de la faculté des sciences, et Corinne Gendron, professeure à l'École des sciences de la gestion. Cette dernière est la seule qui a réitéré son intérêt au poste de rectrice, après que M. Giraldeau ait annoncé au début du mois d'août qu'il ne se représentera pas au prochain appel de candidatures.

Dans ce contexte, Mme Gendron compte garder un programme semblable à celui qu'elle a dévoilé cet automne. *« Mon programme s'articule autour de trois idées centrales : le rayonnement de l'UQAM par la mise en valeur de son expertise de pointe* [...]*, un dialogue constructif avec l'ensemble des acteurs de la communauté de l'UQAM* [...]*, une révision des processus permettant de réduire le fardeau bureaucratique et de dynamiser les nouvelles initiatives »*, résume la professeure.

En février 2017, Robert Proulx a exprimé son intention de ne pas solliciter un nouveau mandat et de voir le nouveau recetur entrer en fonction dès l'automne afin de favoriser une transition plus *« harmonieuse »*.

Un appui mitigé

Dans le cadre de la consultation, les voix sont comptabilisées pour chaque groupe de l'UQAM. Le but est d'obtenir une idée du candidat favorisé par chacun des groupes. M. Giraldeau avait obtenu la majorité des voix au second tour tandis que Mme Gendron ralliait un plus grand nom bre de groupes.

« Il y avait un certain nombre d'arguments qui favorisaient ma candidature et certains autres qui favorisaient la candidature de Mme Gendron », reconnaît Luc-Alain Giraldeau.

L'appui de 92% obtenu par M. Giraldeau auprès des cadres (incluant les vices-rectrices, vices-recteurs, secrétaire générale et les doyens, doyennes), lors du second scrutin, a fait réagir la communauté universitaire ce printemps. Certains y voient un signe de confiance des cadres vis-à-vis un candidat ayant une expérience en gestion, alors que d'autres s'interrogent sur le sens à donner à ce vote unilatéral.

« Un vote aussi massif a quelque chose d'inquiétant, même si la présidente de l'Association des cadres de l'UQAM affirme qu'il se justifie "aux mérites de la candidature de M. Giraldeau" *»*, écrivait ce printemps Richard Bousquet, vice-président à l'information du Syndicat des chargées et chargés de cours (SCCUQ) de l'UQAM dans un papier paru sur le site du Syndicat.

Le comité exécutif du Syndicat des professeurs et des professeures de l'UQAM (SPUQ) avait aussi soulevé des questions sur un scrutin que le comité qualifiait de *« monolithique »*.

Giraldeau interprète différemment cet important appui à sa candidature: *« Comme j'ai eu des fonctions de gestion, j'ai eu affaire avec les cadres très souvent. J'ai parlé avec eux et ce que je leur ai dit leur a semblé raisonnable »*, explique le principal intéressé.

À la suite du vote en mai 2017, le SPUQ et le SCCUQ avaient pris position pour Mme Gendron au poste de rectrice dans une lettre publiée sur leurs sites Web. Cette posture avait été reprochée au SPUQ par une centaine de leurs membres dans une pétition distribuée au début du mois de juin. *« En diffusant publiquement votre opinion privée au nom de tous les membres du SPUQ, vous outrepassez votre mandat de représentants de notre syndicat »*, pouvait-on lire.

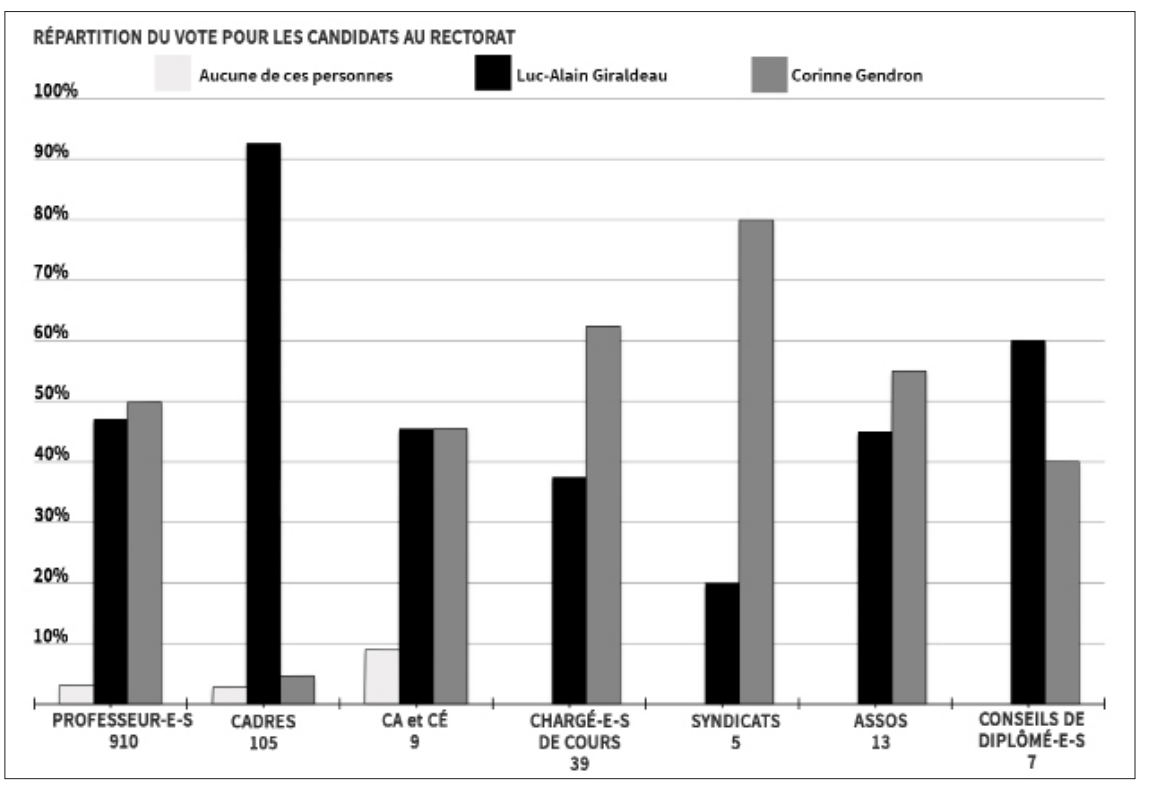
Les étudiants absents

Avec 22,5% de participation au second tour, les étudiants constituaient le groupe le plus faiblement représenté lors du vote au rectorat.

Le corepréseantant étudiant au conseil d'administration de l'UQAM Samuel Cossette croit que la tenue du vote pendant la session d'été a *« beaucoup joué »* sur le taux d'absentéisme. Ce dernier estime aussi que les positions revendicatrices de certaines associations étudiantes vis-à-vis les rectorat les a poussé à s'abstenir.

Mme Gendron affirme qu'il est *« fondamental »* que la haute direction soutienne les étudiants. *« Les associations étudiantes sont des acteurs à part entière de la vie universitaire et je souhaite les lier plus étroitement à la mise en oeuvre de nos politiques touchant directement leurs préoccupations »*, affirme celle qui a été présidente de deux associations étudiantes au cours de sa scolarité.

Le seul groupe étudiant qui a convoqué les candidats afin de leur poser des questions sur leur programme est l'Association étudiante de l'École des sciences de la gestion (AéESG). *« Pour nous, ça devient un dossier prioritaire*, raconte Guillaume Valladon, président de l'AéESG. *C'est ça qui va définir les relations qu'on va avoir avec le rectorat pour les cinq prochaines années »*.



Esprit de clocher

CHRONIQUE

Illégitime recteur, inéligibles électeurs

ISABELLE GRIGNON-FRANCKE

« Un degré suffisant de ralliement », c'est le critère qui a fait défaut lors de la plus récente consultation visant le choix de la future tête dirigeante uqamienne. Le scrutin consultatif de mai dernier s'est soldé par une dichotomie marquée au coeur du prisme heptagonal des groupes sondés. Les sept groupes votant se sont déchirés sur le choix de la prochaine personne qui devra tenir la barre d'une université de plus de 40 000 étudiants.

Ces étudiants sont d'ailleurs les grands oubliés de ce processus en apparence démocratique. La consultation visant l'identification d'un recteur tend à laisser aux groupes déjà à la tête de l'institution académique l'autorité de choisir qui balisera le chemin de l'UQAM pour les cinq prochaines années.

La pertinence de ces démarches consultatives semble alors ne devenir que parure pour une administration qui souhaite faire figure honorable et se dégager de l'imputation totale des charges de cette décision. Le choix d'un recteur est la résultante d'un processus colligeant les visées encarcanées d'un personnel académique peu au fait des revendications étudiantes.

Les étudiants admissibles à voter ne représentent que 6,13% des voix dans le scutin. Les chargés de cours se voient attribuer 3,51% des bulletins de vote, alors qu'ils seront approxivement un millier à enseigner à l'automne prochain. Autant que les étudiants, les chargés de cours sont mis à mal par cette sous-représentation dans la proportion des suffrages accordés aux différents groupes décisionnels. Malgré une majorité numérique, étudiants et chargés de cours se retrouvent confinés à une minorité représentative dans une élection qui les implique pourtant tout autant.

La responsabilité de choisir la couleur de l'Université revient donc entre les mains des professeurs, avec 79% des droits de vote, suivi des cadres, second groupe en importance qui représente 8,7% des potentiels électeurs.

L'effet corrélé de cette place restreinte des étudiants dans la course au rectorat est un désengagement des associations. Moins du quart de celles-ci ont exercé leur droit de vote au dernier tour.

La désunion des personnes sondées en mai dernier a permis aux grands médias une titraille annonçant zizanie et flou administratif à la tête de l'UQAM. Le futur et 14ième recteur de l'UQAM sera décoré dans bien plus qu'une ambiance de discorde administrative; il s'inscrira, analogue à ses prédécesseurs, comme le choix d'une minorité, nullement représentatif des personnes qui font l'Université du Québec à Montréal. ❖

BABILLARD DE LA RENTRÉE

Astuces sur le campus

CONNEXION WI-FI

Étapes de connexion

1. Trouvez le réseau eduroam
2. Entrez votre nom d'utilisateur sous ce format: codeMS@ens.uqam.ca
3. Entrez le mot de passe associé à votre code MS. Il s'agit des trois premières lettres de votre nom de famille en majuscules suivi de votre NIP UQAM à cinq chiffres.

INSCRIPTION ET ANNULATION

Annulation, modification, abandon de cours

- Sans frais: Jusqu'au 12 septembre
- Avec frais: Du 13 septembre au 8 novembre

Après cette période, les abandons pourraient être comptabilisés comme des échecs à votre dossier scolaire.

SERVICES PSYCHOLGIQUES ET ORIENTATION

Les services de psychologues et de conseillers en orientation ou en insertion professionnelle sont disponibles pour l'ensemble des étudiants.

Si vous sentez le besoin de consulter, prenez rendez-vous du lundi au vendredi de 9h à 12h et de 13h à 17h en vous rendant aux Services à la vie étudiante situés au **DS-2110** ou appelez au **514-987-3185**.

HORAIRE DE LA BIBLIOTHÈQUE CENTRALE

Prêt et réserve: Lundi au samedi 8h30 à 22h

Service à l'usager: Lundi au samedi 8h30 à 20h

La bibliothèque est fermée tous les dimanches.

TOILETTES NEUTRES

L'UQAM, laxiste avec la mixité?

L'accès à des toilettes mixtes se fait toujours attendre à l'Université

OLIVIER FAUCHER

L'UQAM accuse un retard considérable concernant les toilettes de genre neutre, puisqu'elle n'en posséderait qu'une seule, contrairement aux autres universités montréalaises. Une situation décriée par la Réclame, le groupe de défense des droits de la communauté LGBTQ de l'UQAM.

Le Centre sportif de l'UQAM posséderait l'unique toilette de genre neutre de l'établissement universitaire du Quartier latin. *« Ça pousse des personnes comme moi à faire un choix problématique »*, se désole Chloé Fortin Côté, activiste trans étudiant à l'UQAM et déléguée du Syndicat des étudiants et étudiantes employé-e-s (SÉTUE).

Pour Chloé Fortin Côté, le problème tire son origine de la perception que les gens ont des personnes transgenres et transsexuelles. *« On ne s'en sort pas ni dans un ni dans l'autre scénario. Lorsque j'entre dans la toilette des hommes, j'attire des regards parce que je porte une jupe, tandis que lorsque j'entre dans la toilette des femmes, on me regarde parce que j'ai une voix grave »*, précise la déléguée du SÉTUE.

MARTIN OUELLET MONTRÉAL CAMPUS

Le Service des immeubles de l'UQAM étudie actuellement la demande de toilettes non-genrées qui lui a été remise par la Réclame.

Cabines simples ou multiples?

Contrairement à plusieurs autres universités du Québec, l'UQAM n'aurait pas à sa disposition des toilettes à cabine simple, qui rendraient la tâche de dégenrer les toilettes plus facile, selon la coordonnatrice de la Réclame Sophie Charron. *« C'est beaucoup plus difficile d'intervenir et de convaincre l'administration de collaborer »*, affirme-t-elle.

« Les Services à la vie étudiante ont fait cheminer cette demande au Service des immeubles de l'UQAM, qui étudie présentement la faisabilité d'installer de telles toilettes sur le campus », a indiqué la porte-parole de l'UQAM, Jenny Desrochers.

Contacté par le *Montréal Campus*, le directeur intérimaire à la gestion des espaces de l'UQAM, Pascal Dufour, se dit *« prêt à travailler avec la Réclame en septembre »* et exprime *« une forte sensibilité »* envers la demande. À l'Université de Montréal, près d'une centaine de toilettes à cabine unique ont été dégenrées sur le campus durant la session d'hiver 2015 après une demande du Groupe d'action trans de l'UdeM à l'administration.

Les universités de Sherbrooke, McGill et Concordia possèdent également toutes plusieurs toilettes non-genrées. L'Université Laval et l'UQAM demeurent aujourd'hui les seules grandes universités québécoises n'offrant pas cette possibilité aux étudiants.

La mise en place de toilettes uniques non-genrées pourrait permettre aux personnes ne s'identifiant ni au genre féminin ni au genre masculin de trouver leur compte, mais il ne s'agit toutefois pas d'une solution parfaite selon Chloé Fortin Côté. *« On se retrouve avec une espèce de ségrégation où l'on va placer ces gens-là à part, alors que si l'on retire les inscriptions qui servent à genrer les toilettes à cabines multiples, on vient de régler le problème assez facilement »*, explique-t-elle. Des étudiants ont déjà tenté de dégenrer des toilettes de l'UQAM en vandalisant les pictogrammes hommes et femmes sur les portes; une tentative qui n'avait pas fonctionné. *« Puisqu'il y avait des urinoirs dans une des deux toilettes, les gens se sont tout simplement passé le mot que les affiches avaient été arrachées et ont continué à utiliser les toilettes de façon conventionnelle »*, raconte la coordonnatrice de la Réclame Sophie Charron.

ÉDUCATION SEXUELLE

SEXpliquer à l'extérieur des classes

Après le retrait de la sexologie dans les écoles, deux diplômées de l'UQAM se tournent vers le Web

AUDREY-ANNE BLAIS

SOURCE YOUTUBE

Pour instruire les jeunes, Émilie Veilleux et Isabelle Arcoite ont produit plus de 45 vidéos à caractère pédagogique sur la sexualité.

« *Quand devrais-je aller faire mon premier test de dépistage? Est-ce que toutes les femmes ont naturellement le désir d'enfanter?* » Sur leur plateforme Web « On SEXplique ça », deux bachelières en sexologie à l'UQAM, Isabelle Arcoite et Émilie Veilleux, démystifient la sexualité à travers des capsules éducatives destinées aux adolescents.

Leur site Web s'adresse principalement aux jeunes âgés de 12 à 17 ans. Elles y parlent notamment de contraception, de consentement, mais aussi de relations non-monogames et de non-binarité. « *On essaie d'être le plus ouvertes possible et de ne jamais tomber dans l'hétéronormativité ni dans les idées préconçues* », affirme Isabelle Arcoite.

La plateforme « On SEXplique ça » permet une interaction entre les jeunes et les sexologues. « *Ils peuvent commenter, aimer, partager et nous envoyer des questions en privé*, souligne Émilie Veilleux. *Il est possible de faire des démonstrations dans nos vidéos et de faire des capsules* Questions & Réponses *assez détaillées.* »

Un besoin de structure

Dès le début de leur baccalauréat, elles ont réalisé que les sexologues n'avaient pas leur place dans les écoles, faute de budget et de priorités politiques. « *Émilie et moi avons immédiatement cherché un moyen de rejoindre les adolescents, sans obtenir un emploi auprès d'eux* », raconte Isabelle Arcoite.

« *Depuis le retrait du programme d'éducation sexuelle dans les écoles secondaires en 2001, les sexologues doivent travailler pour trouver des alternatives* », explique la directrice générale du programme d'éducation sexuelle sur le Web Unisexéducation, Marie-Christine Pinel.

> « L'éducation à la sexualité est un peu devenue l'affaire de personne »
>
> **Marie-Christine Pinel, sexologue**

Une quinzaine d'écoles québécoises mènent depuis 2015 un projet pilote d'éducation sexuelle. Le ministre de l'Éducation, du Loisir et du Sport, Sébastien Proulx, a renoncé, le printemps dernier, à implanter ce programme dans toutes les écoles cet automne. Son intégration se fera plutôt graduellement. Les écoles volontaires offriront des capsules dans certains cours.

Mme Pinel estime n'avoir jamais reçu autant de jeunes adultes désorientés par rapport à leur sexualité. « *L'éducation à la sexualité est devenue un peu l'affaire de personne*, explique-t-elle. *À l'heure actuelle, les écoles attendent la prescription du gouvernement pour rendre ces cours obligatoires, mais en attendant, c'est un peu la catastrophe.* »

Selon la directrice générale d'Unisexéducation, c'est en se servant du Web, comme le font Isabelle Arcoite et Émilie Veilleux, que les sexologues réussiront à former le plus de personnes possible.

L'impact de la pornographie

Sans démoniser l'industrie pornographique, le duo de fondatrices insiste sur les conséquences qu'a celle-ci sur l'éducation sexuelle des jeunes âgés entre 12 à 17 ans. Leur première exposition à la pornographie est très souvent accidentelle, vu la quantité non-négligeable de contenu à caractère sexuel qui circule sur Internet. « *Lorsque je discute avec des adolescents, je compare souvent les films pornos aux contes fantastiques*, explique Mme Arcoite en souriant. *Je veux seulement leur faire comprendre que cela n'a rien à voir avec la réalité.* »

Selon Émilie Veilleux, puisque l'industrie pornographique est à but lucratif, il serait assez absurde que celle-ci endosse un rôle pédagogique. Les deux étudiantes croient toutefois que la consommation de pornographie n'est pas nécessairement problématique et qu'elle peut être pertinente chez les adultes qui ont déjà en main les outils pour faire face à ces images.

De son côté, Marie-Christine Pinel pense que l'émergence de la pornographie est étroitement liée aux nouveaux besoins en éducation sexuelle. « *Maintenant, il faut oser parler aux jeunes d'érotisme, de sensualité, de plaisir*, explique-t-elle. *Avec tout ce à quoi ils sont exposés, l'éducation ne peut plus se limiter aux mécanismes et à la contraception.* »

Ces femmes prennent leur mandat au sérieux et selon elles, ce sera aussi celui des générations de sexologues à venir. Tel qu'annoncé par l'UQAM, le programme de sexologie subira une réforme dès l'automne et le nouveau contenu devrait aider les étudiants à remettre en place une éducation sexuelle adaptée à la situation actuelle que vivent les jeunes, espèrent Isabelle Arcoite et Émilie Veilleux.

Méfaits divers

CHRONIQUE

La sexualité sans tabou

MAUDE PETEL -LÉGARÉ

Depuis plus de quinze ans, la majorité des adolescents n'ont plus de cours d'éducation à la sexualité. Les outils nécessaires pour s'informer sont toujours disponibles, mais les élèves doivent aller les chercher eux-mêmes. Avec le virage numérique qui facilite l'accessibilité à la pornographie, les adolescents représentent plus du quart des consommateurs de cette industrie sexuelle en Amérique, selon la sexologue Marie-Christine Pinel. Ces rapports sexuels exacerbés sont vus par bien des jeunes comme des exemples à suivre.

J'ai 22 ans. Je fais partie de la génération de la réforme , qui a supprimé les cours d'éducation à la sexualité au secondaire en 2001. J'ai pourtant été chanceuse: mon école a tenu à nous donner quelques brèves classes sur le sujet qui m'ont grandement éclairé sur la sexualité. Mais même avec ces quelques heures d'apprentissages, mes questions n'ont pas toutes été répondues et plusieurs tabous ont persisté, faute de temps. Ces cours m'ont cependant outillée à aller chercher les ressources nécessaires sur Internet pour répondre à mes questions.

Pour éviter la désinformation sexuelle, on voit de plus en plus de capsules web informatives tels que OnSEXpliqueca.com, Sexplora et les Brutes. Elles jouent un rôle pédagogique chez les adolescents et les jeunes adultes, mais malgré leur popularité notable, elles n'atteignent pas l'ensemble de la population.

Depuis dix ans, les cas d'infections transmises sexuellement et par le sang (ITSS) ont augmenté, et ce sont les 15 à 24 ans qui sont les plus touchés. « *Selon un récent sondage, les jeunes possèdent peu de connaissances sur les ITSS* [...] *ils ne savent pas trop à quelles infections ils sont le plus exposés* [...] *il est difficile d'adopter et de maintenir des comportements sexuels sécuritaires sans un minimum d'information* », peut-on lire dans le rapport *L'épidémie silencieuse* de l'Institut national de la santé publique du Québec (INSPQ). Selon l'article *Augmentation des cas déclarés de gonorrhée et de chlamydia dans la région de Montréal* du INSPQ, le nombre de personnes infectées par ces maladies a doublé depuis 2008. Il ne faut pas blâmer la cessation de l'éducation à la sexualité, puisque plusieurs autres raisons expliquent ces statistiques, mais le proverbe « *mieux vaut prévenir, que guérir* » en dit beaucoup.

Je salue les personnes qui s'efforcent d'éduquer les jeunes à la sexualité, qui se battent pour remettre ces cours obligatoires dans les écoles et qui les guident par le biais de l'Internet à développer une sexualité saine. Il faudrait davantage de journalistes comme Lili Boisvert, qui aborde de façon exubérante la sexualité dans les médias. Il faut discuter de la diversité sexuelle et de genre, du consentement, de l'image corporelle, des fantasmes, de la pornographie, bref de tout ce qui en découle. Il faut combattre les stéréotypes. Tous ces sujets qui sont considérés comme délicats ne doivent plus l'être. Mais surtout, il faut des professionnels dès la première année du secondaire qui éclairent ces jeunes qui sont en pleine croissance et qui sont en période de questionnement. Pour promouvoir la santé sexuelle, il faut responsabiliser les jeunes. Cessons avec les tabous et les préjugés.

Donnons-leur la possibilité d'avoir un regard critique sur leurs propres relations sexuelles pour qu'ils puissent être capables de juger si elles sont saines ou non. Mais pour que cela se réalise, il faut leur donner les outils nécessaires.

Cette année, plusieurs écoles secondaires font partie du projet pilote de deux ans qui prévoit un retour des cours d'éducation à la sexualité. Espérons que cette initiative s'ancre rapidement dans tous les établissements scolaires. ❖

SOCIÉTÉ

VILLAGE GAI

Le quartier de l'ambivalence

Donner un nouveau souffle au Village pour mieux représenter les intérêts LGBTQ+

GABRIELLE MORIN-LEFEBVRE

Après avoir fêté les 35 ans du Quartier gai, les jeunes de la communauté LGBTQ+ entretiennent une relation ambiguë avec celui-ci. Pour certains, le Village reste encore trop commercial, alors que pour d'autres, il devient peu à peu accessible à tous.

Depuis plusieurs années, il est boudé par certaines personnes qui apprécient peu son côté touristique et trop homonormatif. C'était notamment le cas de Sandrine Bourget Lapointe, l'une des six propriétaires de la librairie féministe L'Euguélionne, située sur la rue Beaudry. Or, l'ouverture de son commerce en 2016 lui a fait voir un nouveau visage de ce quartier. « *Il y a beaucoup de jeunes propriétaires au Village. On sent un vent de renouveau,* lance Mme Bourget Lapointe. *Ouvrir la librairie m'a permis de redécouvrir le Village comme un lieu familial et communautaire.* »

L'ancienne militante est d'avis que le quartier n'était plus la place pour tenir des réflexions féministes et s'engager politiquement. « *Je ne fréquentais plus le Village pendant des années parce que je pensais qu'il n'y avait plus d'espace pour les personnes* "queers" *et pour les personnes lesbiennes* », explique Sandrine Bourget Lapointe, qui admet s'être trompée sur le compte du Village.

La copropriétaire de la librairie se réjouit des initiatives d'inclusion qui ont été réalisées dans le Village par de nouvelles générations, notamment dans le cadre du festival Fierté Montréal. « *Beaucoup de jeunes* [...] *s'impliquent. Il y a eu des rencontres pour les personnes spécifiquement* "queers" *et de couleur pour que Fierté Montréal soit plus inclusive,* explique-t-elle. *Ça m'a beaucoup impressionnée. J'avais toujours eu une mauvaise opinion de Fierté Montréal, parce que selon moi c'était beaucoup trop homonormatif, trop blanc ou trop orienté vers les hommes.* »

Un commerce plus inclusif

D'autres essaient plutôt de rendre les bars et les commerces plus accessibles, comme le Bar Renard, ouvert depuis six mois. Son engagement pour l'inclusivité démarque cet établissement de ses compétiteurs. « *On veut qu'il y ait le moins de discrimination possible*», explique son copropriétaire, Marc-Antoine Coulombe.

L'homme de 29 ans affirme répondre à une plus grande demande d'ouverture d'esprit au sein du Village grâce à son nouveau restaurant. D'ailleurs, les toilettes du Renard sont mixtes, avec des portes plus hautes pour accroître la sécurité. « *Des gens venaient me voir et me disaient :* "enfin une personne qui a compris que les toilettes ne devraient pas être divisées". *Tu peux être qui tu veux au Renard* », lance-t-il.

Arrivé dans la métropole pour étudier à l'UQAM, Marc-Antoine Coulombe a tout de suite trouvé un sentiment d'appartenance en découvrant le Quartier gai. « *Le Village a été une révélation pour moi, je me suis dit* "wow, j'ai le droit" », raconte celui qui s'affiche aujourd'hui en tant qu'homosexuel.

Le Village n'est pas pour autant sécuritaire pour un étudiant LGBTQ+, selon Bruno Laprade, doctorant en sémiologie à l'UQAM ayant travaillé comme intervenant communautaire dans plusieurs organismes du Quartier gai. « *Il y a beaucoup d'exploitation sexuelle et économique des jeunes. Qu'est-ce qu'on veut voir dans les bars de danseurs nus? Des corps beaux et musclés* », explique M. Laprade.

La relation entre les jeunes et le Village est ambiguë et surtout, nuancée. « *Le Village reste quand même un lieu riche de découvertes de soi pour les jeunes gais qui veulent trouver un emploi,* [construire] *une communauté. Disons que le Village vient avec les deux côtés* », admet Bruno Laprade.

La réflexion sur la place de chacun au sein du quartier est entamée. La librairie L'Euguélionne était d'ailleurs l'hôte d'un panel de discussion intitulé « *À qui le Village?* », dans le cadre des festivités de Fierté Montréal. « *J'étais content de voir ce panel, de voir qu'il y a des gens qui s'y intéressent, pas juste dans une perspective commerciale,* conclut Bruno Laprade. *Que les gens veulent en faire un espace, y réfléchir, se le réapproprier, je trouve que c'est bon signe, pour que le Village continue à vivre autrement que comme institution touristique.* »

MUSIQUE

MICHAËL LAFOREST MONTRÉAL CAMPUS

La formation musicale transpose ses influences punk dans l'expression de textes à saveur féministe.

Féministes à l'os

Le groupe punk Châroqne lance son premier mini-album

MÒRAG BÉLISLE

Châroqne, formation montréalaise de punk rock entièrement féminine, offrira enfin le plaisir à ses fans d'écouter *Mange-moi*, son tout premier EP, qui sera lancé le 6 septembre prochain. Le groupe y expose sans prétention ses idéaux féministes tout en canalisant leurs indignations personnelles.

Dans un sous-sol de Verdun, en 2012, cinq jeunes femmes âgées de 18 à 20 ans se propulsent dans un projet musical. Il s'agit d'Hélène Forest (guitare, chant, basse), Vicky Hill (guitare, basse), Sarah Drouin (guitare), Maude Millette (batterie) et Catherine Morrissette (chant).

Aujourd'hui, Châroqne est l'un des visages de la culture grunge au Québec. « *À l'époque, on se réunissait régulièrement pour faire des* covers *de RiotGrrrl* », se remémore la chanteuse Catherine Morrissette, qui a maintenant 24 ans. Le groupe s'inspirait des formations punk populaires de la fin des années 1990, comme The Courtney Love et Bikini Kill. « *Certaines* [d'entre nous] *aimaient aussi le jazz, d'autres le rock alternatif. On a vraiment fait un gros* melting-pot *musical* », précise Sarah Drouin.

La présence scénique de Châroqne est plutôt phénoménale, selon Catherine Morrissette, notamment grâce à sa formation en théâtre à l'Université du Québec à Montréal. « *Sur scène, on est autant comiques qu'effrayantes* », déclare la chanteuse. À leurs débuts, les filles arboraient des costumes provocateurs, tel que des justaucorps ornés de dessins sexuels et parsemés d'injures. « *Désormais, on veut plutôt être nous-mêmes lorsqu'on joue devant public. Après tout, nous sommes des féministes réalistes* », ajoute-t-elle, en précisant qu'elles adoptent aujourd'hui un style moins choquant.

> « Je pense que nous allons être connues pour un scandale »
>
> **Catherine Morissette, chanteuse de Châroqne**

« *Notre message est clair: il faut s'assumer dans ce qu'on est sans avoir à prendre un discours et une allure typique, approuvés par les comités féministes* », souligne fermement Sarah Drouin. « *Tu fais ce que tu veux avec ton corps. On veut créer de la controverse et une solidarité entre nous et les femmes qui nous écoutent* », poursuit Catherine Morrissette, qui ne se gêne pas d'envoyer paître les femmes qui cherchent à les influencer quant à leur manière de dénoncer les stéréotypes.

Une évolution constante

Ce premier album reflètera en partie une phase plus sombre du groupe: celle de la colère, de la rébellion. « *On a vite réalisé qu'en tant que femmes, on peut se "*lâcher lousse*" et dire ce qu'on veut au micro. C'est vraiment très brut comme album* », avance Catherine Morissette.

Les membres de Châroqne partagent un fort désir de provoquer l'auditoire. « *Je pense que nous allons être connues pour un scandale* », ricane la chanteuse, qui mentionne qu'il faut prendre leur musique avec un grain de sel. Certaines chansons de *Mange-moi* évoluent cependant dans un registre plus intime et évoquent même des expériences d'abus sexuels. « *On veut faire réaliser des choses à ceux qui nous écoutent. Certaines chansons qu'on a composées une fois plus vieilles contiennent des paroles plus recherchées* », révèle la chanteuse.

Après cinq ans de travail, le quintette féminin se sent fin prêt à lancer son premier élément discographique qui regroupera sept chansons, dont quatre inédites: *À vendre*, *Féministe frustrée*, *T'es pas bon*, *Usine à bébés*, *Gorgotton*, *La salle d'attente* et *J'peux pas montrer mes seins*. « Mange-moi*, c'est un p'tit peu juteux, un p'tit peu gras pis un p'tit peu cru* », conclut Catherine Morissette.

En coulisses

CHRONIQUE

Ne pas serrer toutes les mains

LUCA MAX

Certains remettent en question la pertinence informative du journalisme culturel, où le « hard news » est loin d'être en tête. Malgré les nouveautés présentées, celui-ci est encore et toujours relié à un aspect promotionnel hautement discutable. Mais la culture a sa place et sa raison d'être au sein des pages de votre journal.

Quelques-uns iront jusqu'à dire que la ligne entre la section culturelle et une page remplie de publicités pour les artistes est très mince. Le mauvais journalisme culturel balancerait effectivement dans cette catégorie de vente promotionnelle malsaine, inutilisable dans une publication digne de ce nom. Sans pour autant être impertinente, cette forme d'écriture manque d'objectivité et de neutralité, valeurs propres à n'importe quel journaliste désireux de suivre les règles de l'art.

Le but toutefois de ceux qui oeuvrent dans ce milieu pour en couvrir les événements ou les lancements qui surviennent dans le secteur culturel n'est ni de vendre, ni d'enjoliver, ni de mener le lecteur par le bout du nez. Le journaliste culturel veut vous montrer ce qui vaut la peine d'être entendu, pas vous faire entendre ce qui rapporte. Car la liberté journalistique, intrinsèque à la profession, ne devrait jamais être synonyme de complaisance.

Affluence inévitable

Chaque jour, des dizaines de courriels entrent dans nos boîtes de réception: communiqués de presse, invitations, sollicitations, lancements. Nous nous faisons contacter et recontacter par ces relationnistes désireux de vendre leurs pièces, leurs spectacles, leurs albums et on ne peut pas leur en vouloir. Les temps peuvent être durs sans qu'on le sache et personne ne peut les blâmer de vouloir faire parler d'eux.

Mais dans la profession journalistique, triage rigoureux oblige. L'importance de notre section réside dans cette subjectivité qui est propre à notre plume, à notre style qui peut divaguer là où les journalistes d'information ne pourront accoler des froufrous. Certains articles ou comptes-rendus sembleront cependant toujours promotionnels, qu'on le veuille ou non. Notre écriture se positionnera de manière à faire briller ce qui nous paraît rutilant, ce qui scintille sans que nous ayons à forcer quoique ce soit.

Même si le travail que l'on fait ne peut être à 100% objectif, impartial et équitable, il demeure important dans son témoignage de notre évolution en tant que société. C'est également une part de notre histoire qui a été retransmise à travers l'art et les différents moyens d'expression qui ont été retracés au fil du temps. Sans journalistes culturels, la visibilité nécessaire pour marquer une entité culturelle dans son époque serait probablement inatteignable pour les acteurs présents dans le milieu.

Donner une voix

Une sélection rigoureuse est remarquable quand on épluche la section qui figure généralement dans les dernières pages du journal, généralement réservées à la culture: mouton noir ou « garder le meilleur pour la fin »? Une pertinence figure dans tous les articles rédigés. Une pertinence qui est critique et qui est analysée à profusion par ceux qui choisissent de remplir les pages de leurs journaux avec les dires et les faires de tel ou tel artiste.

Il ne faut toutefois pas considérer les médias comme les seuls juges de la qualité d'une oeuvre culturelle. La subjectivité est l'un des grands points forts de notre domaine, puisque là où les lecteurs ne peuvent que lire des faits avérés, les pages culturelles appellent à la réflexion critique, à la sensibilité. Bref, le lecteur peut être en désaccord avec nos propos. C'est son droit inaliénable.

Tous les domaines artistiques regorgent de plus petits joueurs, tous plus intéressants les uns que les autres, mais qui n'ont simplement pas la chance de faire parler d'eux. Et notre travail, c'est de leur donner une voix, de leur donner une place, tant et aussi longtemps qu'ils reflètent effectivement le bien-fondé de leur discipline et de leur message. ❖

LANGUE DES SIGNES QUÉBÉCOISE

Assurer l'égalité des sens

Les membres de la communauté sourde souhaitent profiter pleinement de la scène culturelle sans se laisser freiner par leur handicap

NAOMIE GELPER

MARTIN OUELLET MONTRÉAL CAMPUS

Selon Daz Saunder, les institutions culturelles québécoises doivent s'harmoniser aux besoins des personnes sourdes.

Minoritaire dans un monde où la parole a depuis longtemps raison du silence, la communauté sourde doit se battre pour assurer son droit de consommer la culture. Se fiant à l'aide d'interprètes, les sourds remplacent l'ouïe par une série de gestes prompts qui permettent autant de décoder les paroles d'une chanson que la réplique de l'acteur brûlant les planches.

La culture est principalement accessible de façon visuelle pour Daz Saunder, à la fois sourd de naissance, doctorant en linguistique et chargé de cours au certificat en interprétation visuelle de l'UQAM. Fanatique de musique classique, il dit percevoir le chef d'orchestre comme un interprète, à défaut d'entendre résonner les notes des instruments. *« J'ai découvert un autre sens à la musique en regardant comment le chef d'orchestre contrôle ses musiciens et dirige l'ensemble »*, exprime Daz Saunder en langue des signes québécoise (LSQ).

Il y a de cela une vingtaine d'années, un atelier spécialisé en Angleterre lui a permis de découvrir la musique classique, un fait rare pour une personne sourde. Avant un concert d'opéra, M. Saunder a été initié à l'art lyrique en se faisant expliquer son histoire et en touchant des instruments. Il note avec déception que ce genre d'atelier, à sa connaissance, n'est pas offert dans la province. *« Au Québec, je crois qu'il n'y en a jamais eu »*, se désole le sourd signeur.

Pourtant, selon la politique du gouvernement du Québec *À part entière: pour un véritable exercice du droit à l'égalité*, citoyens sourds et entendants ont droit à un accès égal aux activités sociales, martèle la professeure au certificat en interprétation visuelle de l'UQAM Anne-Marie Parisot. *« Mais les budgets gouvernementaux ne sont pas suffisants pour fournir un interprète à toutes les fois qu'une personne sourde entreprend une sortie à saveur culturelle »*, ajoute celle qui enseigne la LSQ depuis près de 20 ans.

Partager la scène

Les interprètes Joëlle Fortin et Martin Asselin sont bien conscients de cette dernière réalité. Depuis 2008, leur entreprise, Spectacle Interface, travaille sans relâche pour adapter en langue des signes québécoise des spectacles de théâtre et d'humour au grand public, qu'il soit sourd ou entendant. Selon Mme Fortin et M. Asselin, malgré des efforts morcelés, la culture n'est pas du tout accessible aux personnes sourdes.

« Dans les festivals comme Juste pour rire ou le Festival de jazz, il n'y a rien qui est offert aux sourds, dénonce quant à lui M. Asselin. *Pourtant, pour d'autres types de handicaps, des mesures sont prises »*, poursuit l'interprète, qui reconnaît que les choix d'activités culturelles demeurent limités pour la communauté sourde.

Même des institutions largement fréquentées, comme le Théâtre du Nouveau Monde, n'offrent pas systématiquement la possibilité de recourir aux services d'un interprète pour traduire en simultané des événements culturels, réplique Daz Saunder. Ayant lui-même demandé l'aide d'un interprète pour saisir le sens d'une pièce de Shakespeare, le TNM ne lui a offert qu'un billet gratuit. *« Ça ne m'aide pas à comprendre la pièce. C'est un manque qui vient de la part des institutions et des compagnies »*, persiste le chargé de cours, accompagné d'un interprète pour le bon déroulement de l'entrevue.

Dans l'esprit de Daz Saunder, il ne faut pas considérer l'interprète comme un simple accompagnateur, mais plutôt comme un médiateur qui permet la communication entre des individus maîtrisant deux langues différentes.

« C'est aussi l'idée de partager l'espace qui déplaît », explique Anne-Marie Parisot. D'après la professeure, il est fréquent que l'on refuse de mettre l'interprète de l'avant par peur de déranger les personnes entendantes.

C'est précisément ce malaise que la compagnie Spectacle Interface tient à combattre. À preuve, les interprètes traduisent blagues et répliques en langue des signes québécoise à même la scène, et non dans l'ombre des projecteurs. *« Il est très important de montrer aux sourds que ces activités ne sont pas que pour les entendants »*, insiste Martin Asselin, qui souligne que sa collègue et lui investissent en moyenne 500 heures pour adapter un spectacle.

L'UQAM à l'écoute?

« Les étudiants sont sensibilisés à l'enjeu d'être un sourd utilisant la LSQ dans un univers entendant », assure Mme Parisot. La professeure spécifie toutefois que le but premier du certificat en interprétation visuelle de l'UQAM n'est pas de former des spécialistes qui pourraient, par exemple, traduire un spectacle de théâtre. Dans le corpus du certificat, le seul programme officiel de formation d'interprète en LSQ au Québec, l'apprentissage de l'interprétation de base de la LSQ est privilégié aux rudiments de la transmission de la culture au profit des sourds.

Selon la professeure, il s'agit d'un travail de tous les instants, pour une personne sourde, de jouir d'un accès égal à la culture. Mme Parisot ne jette toutefois pas le blâme sur le travail des interprètes. *« La transmission de la culture ne relève pas de la formation* [de ceux-ci]*, mais plutôt des instances politiques »*, affirme-t-elle.

Il est compréhensible, admet Anne-Marie Parisot, que l'État québécois préfère privilégier les services nécessités par le plus grand nombre, comme la santé et les services sociaux. *« Cependant, un citoyen sourd qui se rend fréquemment au théâtre aura plus souvent besoin du soutien d'un interprète dans une année que pour l'aider à communiquer lors de son rendez-vous annuel chez le médecin »*, lâche Mme Parisot.